



**"A LA RENCONTRE DE LA JEUNESSE DES  
TERRITOIRES FRAGILES - POUR UN ESPRIT DE  
DEFENSE ET DE COHESION NATIONALE"**

*Sujet d'étude Régional 2017-2018  
Rapport du Comité d'études de l'AR 16*

Le Comité d'études était présidé par **Maryse VISEUR** (SR188). composé de : **Jacques BAYSELANCE** (SR116), **Nora FRAJ** (SR205-28<sup>ème</sup> INHESJ)) **Bernard LABAUGE** (CNC 2012). **David MORTELETTE** (SR183). **Marc RABIET**

# ***TABLE DES MATIERES***

<b><i>REMERCIEMENTS</i></b>	<b><i>P3</i></b>
<b><i>1- CONSTATS</i></b>	<b><i>P4</i></b>
<b><i>2-PROPOSITIONS : PRINCIPAUX THEMES D’ACTION</i></b> <i>Liste des thèmes d’action proposés</i>	<b><i>P5</i></b>
<b><i>3- DETAIL DES PROPOSITIONS</i></b>	<b><i>P6</i></b>
<b><i>4- CONCLUSION</i></b>	<b><i>P13</i></b>
<b><i>5- ANNEXES</i></b>	
<i>Tableau comparatif France Danemark</i>	<b><i>P14</i></b>
<i>La France à l’horizon 2100</i>	<b><i>P15</i></b>
<i>Bibliographie</i>	<b><i>P18</i></b>
<i>Essai bibliographique</i>	<b><i>P19</i></b>

*«Le comité tient à remercier tous les intervenants\* La qualité de leurs interventions nous ont permis de mieux appréhender le sujet et d'approfondir nos réflexions tout en nous ouvrant de nouvelles perspectives».*

*\*par ordre de rencontre*



**Pierre Louis SANTOS**

*Président Fondateur de CAP*

*JEUNESSE. Ecole Navale 1972, Capitaine de vaisseau honoraire*



**Colonel METZ**

*Chef d'État Major du Service Militaire Volontaire (SMV)*



**Farid OUNDJELI**

*Directeur général de collectivité*



**Valérie ONILLON**

*Cheffe service Insertion et Formation*

*Professionnelle au sein du centre EPIDE de Montry (77)*



**Denis BOUCHARD**

*Directeur de l'E2C Paris (l'Ecole de la 2<sup>ème</sup> chance)*



**Didier LESCHI**

*Haut fonctionnaire-Président du conseil de direction de l'Institut européen en sciences des religions*

*« Ce ne sont pas les idées qui comptent, mais ce que vous en faites » (Francis BOYER)*

## **1- CONSTATS :**

Les difficultés accumulées par certains secteurs de la jeunesse pour rentrer dans la vie d'adulte sont bien connues, documentées et étudiées : échec scolaire accompagné ou non de décrochage, voire d'illettrisme, isolement physique et mental dans des quartiers parfois communautarisés où les communications avec l'extérieur sont difficiles ou longues, enfermement dans des «cultures d'origine» parfois glorifiées mais qui sont autant d'obstacles à l'intégration... Il ne paraît donc pas utile de s'y étendre longuement ici : notre travail a surtout porté sur l'étude des solutions déjà apportées, ou à imaginer.

Le résultat le plus clair de toutes ces difficultés est de priver un nombre certain de jeunes des codes sociaux indispensables à leur entrée dans la vie active : mais contrairement au titre de notre groupe de travail, ce ne sont pas les territoires qui sont fragiles, mais bien les populations !

L'évolution de la vie démocratique depuis quelques décennies vers un absolu des droits individuels primant sur toute contrainte sociale ou étatique aboutit aujourd'hui à une mise en cause de la cohésion sociale qui pèse d'abord sur les épaules des plus faibles.

Si la pauvreté était le facteur explicatif de la radicalisation du terrorisme, un pays comme l'Inde serait à feu et à sang, ainsi que toutes les banlieues musulmanes de toutes les grandes villes occidentales. Or, ce n'est pas le cas. Il existe donc une situation française spécifique. Il faut un ensemble de circonstances déplaisantes, humiliantes qui finissent par aboutir, par un processus d'accumulation, à un trop plein qui peut faire basculer un individu dans le radicalisme, voire dans le terrorisme, avec passage à l'acte.

La situation française particulière tient à de nombreux facteurs spécifiques, historiques, politiques et de civilisation. Ancien pays colonial qui se glorifiait avant 1914 déjà d'être «une puissance musulmane», la France accueille en Europe la «communauté» musulmane la plus nombreuse avec des origines très variées et donc des pratiques différenciées de l'islam, dont certaines peuvent paraître pour le moins hétérodoxes aux yeux d'autres musulmans : hétérogène, «travaillée» par les pays d'origine, politiquement divisée, cette «communauté» n'existe pas. Ces musulmans vivent par ailleurs dans le seul pays occidental à avoir conservé une tradition politique de combats religieux, d'opposition à l'expression du fait religieux dans la vie politique qui est au contraire dans la nature même de l'islam, ou d'un certain islam. De plus les valeurs républicaines s'expriment d'autant mieux qu'elles sont partagées spontanément par les citoyens. Ces caractères ne s'expriment à ce degré-là dans aucun autre pays occidental, et expliquent les tensions particulières de la société française. De plus le zonage urbain a souvent installé les quartiers défavorisés près des zones aisées, alors que la traditionnelle intégration par le travail ne se fait plus : une autre sociabilité, de rupture, s'est donc souvent installée parmi ces quartiers dits «de la politique de la ville». En choisissant l'islam dans sa version la plus radicale, une partie de ces jeunes choisit consciemment ce qui fait le plus peur au reste de la société, et pense ainsi retrouver une place et un rôle.

Voilà donc ce qu'il nous revient de traiter et d'éclairer de façon simple, pour aborder une situation qui nous surprend. Dans ce cadre, le groupe a bien conscience que diagnostics et propositions de solutions se sont accumulés depuis des décennies, sans que rien ne bouge, ou si peu. Le premier souhait du groupe est donc d'abord que s'ouvre le temps de l'action !

## **2- PROPOSITIONS : PRINCIPAUX THEMES D’ACTION**

Le fil rouge de toutes nos propositions est de susciter ou renforcer le sentiment d’appartenance à la communauté nationale, et de promouvoir l’esprit de défense. Ces propositions ne visent pas à des dépenses sociales supplémentaires, mais à un effort de volonté collective, de meilleure organisation.

La gravité de la situation actuelle ne permet probablement pas d’espérer une amélioration rapide, ce qui ne justifie absolument pas un éventuel immobilisme. Une des certitudes acquises par le groupe est qu’une absence d’action ne résoudra en rien les difficultés !

### **A A qui de jouer ?**

- Mobiliser les structures existantes, un rôle nouveau pour les correspondants défense et l’IHEDN
- Utiliser le réseau de l’IHEDN et ses auditeurs pour mener campagne et toucher le grand public
- Création d’une réserve spéciale IHEDN pour les auditeurs de l’IHEDN permettant d’accompagner l’encadrement du SNU

### **B Organiser l’animation et la coordination de toutes ces structures**

- Renforcer l’aide aux associations de «deuxième chance»; faire un bilan régulier de leur action afin de flécher les aides vers les plus efficaces.
- Mettre en œuvre le SNU (cf le rapport de l’IHEDN)

### **C Agir sur l’école et par l’école : transmettre des connaissances, transmettre des codes sociaux**

- Faire face à l’esprit du temps, relativisme, nihilisme et culte du moi : coopération, partage, solidarité...

Le groupe a bien conscience que face à la gravité de la situation, ses quelques propositions d’action peuvent sembler bien maigres. En fait, le groupe a la certitude que la solution des difficultés, qui prendra beaucoup de temps, repose d’abord et avant tout sur la diminution drastique du chômage, celui des jeunes en particulier : ses propositions s’inscrivent dans cette perspective, comme un complément nécessaire à l’entrée des jeunes, de tous les jeunes, dans la vie active. Les actions de tous les intervenants qui sont venus nous présenter leurs efforts sont d’ailleurs toutes orientées vers ce but prioritaire, mais le groupe ne croit pas qu’il relève de sa compétence d’émettre des recommandations de politique économique. Nos propositions cherchent donc à renforcer les cadres affectifs, sociaux, comportementaux et de connaissances qui permettent à tout jeune de trouver sa place dans la société.

### **3- DETAIL DES PROPOSITIONS :**

#### ***A- À qui de jouer ? De l'esprit de défense à l'esprit d'entreprise, par l'esprit de résistance***

Tristesse, colère, mépris, indignation, tels sont les sentiments qui assaillent les Français en cette rentrée 2018/2019.

**Tristesse.** Tristesse de constater que le taux de croissance prévu cette année par le gouvernement doit être revu à la baisse, qu'en conséquence le chômage, la pauvreté, la délinquance, les inégalités ne régressent pas, ne feront qu'augmenter

La France se traîne en queue de peloton dans la classe européenne, malgré des prélèvements obligatoires dont le niveau, par rapport au PIB, est proche, sinon égal, à celui du Danemark, c'est à dire le plus élevé d'Europe.

(Cf. en annexe Tableau comparatif des performances France/Danemark. Mais alors on peut se poser la question : où passe l'argent ?)

**Colère.** Colère de constater que le gouvernement issu des élections présidentielle et législatives de 2017 n'est pas en mesure de faire mieux que les précédents Présidents de la République. Comme d'autre auparavant, il prend, avec effet immédiat, des décisions qui pénalisent les Français (augmentation de la CSG, des taxes sur les carburants, durcissement et donc coût plus élevé du contrôle technique automobile, réduction de la vitesse sur les routes secondaires), décisions prises à l'échelon national, alors que c'est aux territoires, aux régions, aux secteurs professionnels d'apprécier les problèmes et d'ajuster les réponses à leur apporter.

En revanche, des réformes en trompe l'œil, des demi-mesures, voire même continuité dans l'ornière, à propos des réformes engagées (loi travail, statut des cheminots, apprentissage et formation professionnelle). Cacophonie et surtout attentisme à propos des réformes structurelles attendues : amaigrissement d'un État obèse, réduction de la dépense publique, réforme d'une fiscalité décourageante, d'une réglementation foisonnante et tatillonne qui assassine l'esprit d'entreprise, financement des retraites, ... Les quelque 2 millions de PME et d'artisans fabriquent du bien commun et offrent des emplois, au contraire des grandes et moyennes entreprises qui sont moins de 5 000.

Ces réformes structurelles sont pourtant jugées nécessaires. Elles sont souhaitées depuis près de quarante ans. Ce qui justifie l'accusation de ne pas écouter les Français, de ne pas comprendre leurs vrais problèmes. C'est le déni de réalité de la part d'élites obsédées par le maintien de leurs privilèges.

**Mépris.** Par conséquent, c'est le résultat du sentiment éprouvé par les citoyens vis-à-vis des représentants du peuple et des gouvernants, jugés incapables, impuissants, voire corrompus, parce qu'ils agissent en fonction du court terme. Ils attendent des résultats rapides, dans la perspective de futures (ré) élections. Ils s'attellent ainsi à ne traiter que les symptômes, les effets, les conséquences, mais pas les vraies causes, réelles et profondes.

Comme cela vient d'être dit à l'occasion de la démission surprise du ministre de l'écologie, d'une part, les décisions n'étaient pas à la hauteur des enjeux, d'autre part, la "technostructure" a envahi l'Administration, une bureaucratie telle qu'il est impensable, de la part de l'exécutif d'envisager la mise en œuvre de réformes profondes, susceptibles de faire bouger les lignes, comme on dit.

C'est pourquoi, l'ambition radicale du projet de Jean-Louis Borloo de réunification des Français et de reconstruction des banlieues lui a valu d'être immédiatement rejeté par le PR, d'une façon à la fois insultante et révélatrice de la propension à l'aveuglement, à l'erreur, à la lâcheté des gouvernants devant des décisions difficiles, voire périlleuses à faire accepter. Mieux vaudrait alors qu'ils fassent de la pédagogie, le plus en amont possible. Mais cela est contradictoire avec leur vision de la gestion à court terme.

Mépris aussi éprouvé à propos d'une administration jugée inefficace, bien que pléthorique, d'une élite intelligente, puisqu'issue de grandes écoles dont les concours d'entrée sont de haut niveau et très sélectifs, mais qui reste figée dans son entre soi et se cramponne à la défense de ses privilèges, de ses avantages acquis.

**Indignation.** C'est la conséquence de tout ce qui précède, ainsi que du constat que notre démocratie est bien malade. Il remet opportunément en mémoire l'impact du célèbre fascicule publié par Stéphane Hessel en 2011, diffusé à plusieurs millions d'exemplaires dans le monde entier, intitulé INDIGNEZ VOUS !

Stéphane Hessel, ce jeune homme de 93 ans à l'époque, s'appuyait sur l'esprit du Conseil National de la Résistance. Disparu en 2013, Stéphane Hessel nous a laissé un message lumineux : la meilleure défense, c'est l'attaque. Elle passe d'abord par la résistance. C'est la voie utile pour comprendre comment passer à l'attaque. Ce que les stratèges savent depuis toujours.

C'est pourquoi, l'esprit de défense consiste d'abord à bien analyser la situation sur le terrain, afin de résister à l'air du temps, c'est à dire aux préjugés et aux idées reçues, avant d'être en mesure d'imaginer les mesures de développement qui s'imposent dans la réalité et réussir à les mettre en œuvre.

De plus, il ne faut pas oublier de procéder à l'évaluation des résultats. Dans quelle mesure, les objectifs ont-ils été atteints? Et, quels que soient les résultats, il est indispensable d'en rendre compte aux autorités qui en sont à l'origine. Ainsi, l'action de développement peut être évaluée et réorientée par des actions correctives. Le processus évoqué ci-dessus est pratiqué tout particulièrement par les soldats. Ceux-ci tirent grand avantage des vertus de la militarité.

**État des lieux.** Quels sont alors les organismes, quelles sont les institutions susceptibles d'agir efficacement auprès de la jeunesse défavorisée.

D'abord, la direction du Service national de la jeunesse. La DSNJ (direction du service national Jeunesse) est dirigée par le général Philippe Pontiers. En outre, il est Président de la Commission Armées Jeunesse. Sa mission se situe dans le prolongement de la conscription du passé. Depuis la "suspension" du service national obligatoire, celui-ci a été remplacé par le Parcours citoyen : recensement des jeunes gens, garçons et filles de 16 ans à la Mairie de leur lieu de résidence, de façon à être convoqués, deux ans plus tard, à la Journée Défense et Citoyenneté. C'est le "Parcours citoyen".

Autre décision complémentaire, la création d'un Correspondant-défense au sein des conseils municipaux de toutes les communes de France. Elles sont aujourd'hui au nombre de 35 357, dont environ 27 000 ont moins de 1 000 habitants et près de 32 000 de moins de 2 000 habitants. Le correspondant défense est chargé d'assurer la mise en œuvre du Parcours citoyen, de vérifier la réalité de l'enseignement du civisme dans les établissements scolaires et de sensibiliser la population de sa commune au Travail de mémoire.

Le réseau des Correspondants défense est piloté par le Délégué Militaire Départemental et son adjoint (DMD et DMDA), lesquels sont les conseillers du Préfet et du Préfet délégué à l'égalité des chances (PDEC), quand il existe, pour les actions civilo-militaires, rendues nécessaires par les questions qui se posent sur le plan local. Notamment l'impact des catastrophes naturelles.

Les DMD dépendent hiérarchiquement de l'Officier général de la zone de Défense (OGZD) nommé à la tête de chacune des 7 zones de défense implantées en France. Pour l'île de France, l'OGZD n'est autre que le Gouverneur Militaire de Paris.

Le GMP, aux Invalides à Paris, anime le réseau des Réservistes citoyens de l'île de France. Parmi les groupes d'activité de la Réserve citoyenne, on trouve le groupe des Réservistes Locaux à la Jeunesse et Citoyenneté (R L J C). Leur mission est de promouvoir le Plan Égalité des Chances du ministère de la Défense auprès de la jeunesse défavorisée.

**Y a-t-il un pilote dans l'avion ?** Ceux qui ont une bonne connaissance du terrain peuvent se poser la question, lorsqu'ils constatent le fonctionnement inégal, c'est un euphémisme, du réseau ci-dessus. La preuve en a été apportée par un groupe de travail de la commission Armées-Jeunesse qui en a fait la constatation. Par exemple, l'Association des Maires de France (AMF) ignorait l'existence et l'importance de ce réseau des Correspondants-défense.

Les grandes villes jugent avoir des services municipaux suffisants. Les petites villes ne trouvent pas de volontaires et le Maire assure la fonction, sans avoir le temps de s'en occuper réellement.

La Réserve citoyenne de l'île de France a fait le même constat, en organisant les Premières Assises des Correspondants-défense, à la demande du Gouverneur Militaire de Paris. À l'occasion des crues de la Seine en juin 2016, les Correspondants-défense ont vu leur fonction reprendre de l'importance pour secourir les habitants inondés.

En cas de catastrophe naturelle, ils sont concernés, pour assurer la liaison entre la population, les forces armées et les moyens de sécurité. Plus récemment les Deuxièmes Assises des Correspondants-défense ont dû être annulées au dernier moment, faute de participants !

Par ailleurs, depuis plusieurs mandatures, il devient difficile de trouver des volontaires pour occuper la fonction de Maire. De plus, de nombreuses démissions interviennent depuis 2014, essentiellement dans les petites communes, surtout celles des territoires ruraux. C'est la conséquence des difficultés budgétaires (baisse des dotations de l'État, projet de suppression de la taxe d'habitation), et du développement des Communautés de communes qui déposent les conseils municipaux de leurs responsabilités locales et qui en prenant de l'importance s'éloignent des réalités.

Le maire et son conseil municipal sont pourtant perçus comme des interlocuteurs privilégiés par les habitants des communes. En effet, ils apportent un service de proximité essentiel pour la facilité de leur vie quotidienne.

Pourtant, le réseau formé par les Correspondants-défense, les DMD, les OGZD, la DSNJ, la CAJ, a le grand mérite d'exister. Il a été créé en 2003 et couvre la totalité du territoire métropolitain et l'Outre-mer. Cependant, la population locale l'ignore, comme elle ignore les mesures prises pour compenser la "suspension" de la conscription, tout en ne cessant pas de se lamenter de la disparition du service militaire obligatoire.

D'autre part le réseau ci-dessus est intimement lié à l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale (IHEDN). C'est un atout supplémentaire pour un organisme dont le Premier ministre en est l'autorité de tutelle. La vocation de l'IHEDN consiste à diffuser à un réseau de 10 000 auditeurs (des décideurs qui ont suivi l'un de ses cycles d'enseignement), une formation et une information stratégiques pour la promotion de l'esprit de défense, avec la spécificité d'incorporer les vertus de la militarité.

Enfin, au fil des années, le Plan Égalité des Chances du ministère de la Défense a été peu à peu vidé d'une partie importante de son contenu, tandis que la Délégation ministérielle pour l'Égalité des Chances (DMJEC) était supprimée, ainsi que les coordonnateurs nationaux et régionaux des R L J C. Ceux-ci sont désormais livrés à eux-mêmes.

Remobiliser le réseau. L'autorité principale à la tête du réseau, la DSNJ est la mieux placée pour remettre en mouvement la population des Correspondants défense, pour étendre ses missions, afin d'accompagner les jeunes garçons et filles (défavorisés ou non) d'ici aux années 2050/2060 et les aider à réussir leur vie. Car celle-ci ne leur sera pas facile avec la fin des ressources fossiles, les conséquences du réchauffement climatique, l'augmentation de la population mondiale.

Rédiger des cahiers de doléances. À l'exemple de la Convention nationale des Correspondants-défense, organisée à Vincennes en septembre 2005 et jamais renouvelée depuis, il serait souhaitable que les DMD soient chargés d'organiser chaque année une Convention départementale des Correspondants-défense.

Ce sera un moyen de reconstituer la notoriété et l'image de cette fonction, tout en faisant en sorte que chaque conseil municipal ait un titulaire, différent du maire, pour que ce titulaire soit réellement actif au profit d'une mission élargie. À partir du Parcours citoyen, toujours d'actualité, il sera indispensable d'étendre la mission des Correspondants-défense à l'établissement d'un inventaire local des acteurs en présence et de leurs problèmes.

Les jeunes gens, garçons et filles de 15 à 25 ans (et les adultes qui les encadrent) se verront offrir la possibilité d'un contact personnel en mairie ou par courriel avec le Correspondant-défense de la municipalité, afin d'exprimer, tout d'abord, leurs souhaits, leur vision de l'avenir, leurs ambitions, leurs réussites mais aussi leurs difficultés (scolaires ou professionnelles), leurs doléances.

À partir de ces contacts et de cette écoute, le Correspondant-défense verra quelles réponses apporter en fonction de l'inventaire qu'il fera, sur le plan local, de toutes les possibilités existantes. Celle-ci proviennent des organismes présents localement (Communautés de communes, Direction départementale de l'Éducation nationale, direction de la Politique de la Ville, ...), des dispositifs d'aide sociale (Service civique et les associations qui en dépendent), du travail des associations (privées ou publiques, comme les Missions locales, les Écoles de la 2<sup>ème</sup> Chance, les établissements de l'ÉPIDE,...) et toutes les initiatives parmi les plus diverses.

Il sera particulièrement attentif aux "exclus", les quelque deux millions de "décrochés" sans diplôme, sans emploi, proie facile des recruteurs du crime organisé, alors que les armées n'engagent qu'un candidat sur dix et que les organismes comme les établissements de l'ÉPIDE, le SMV, les Écoles de la 2<sup>ème</sup> chance,... sélectionnent les candidats pour former des groupes homogènes. Quid alors des rejetés ?

Ce sera utile de réaliser une description précise de l'existant, du fait de l'entassement des dispositifs et de "mille-feuilles" administratif que les intéressés connaissent, mal voire pas du tout. Ce remue-ménage local aura pour avantage de susciter des vocations de bénévolat pour l'accompagnement de la jeunesse en difficultés et aussi pour susciter des vocations.

Il permettra aussi de susciter la candidature de Correspondants-défense lors des futures élections municipales, de déclencher des vocations de réservistes citoyens (notamment dans le groupe des Réservistes Locaux à la Jeunesse et Citoyenneté) pour assurer la promotion du Plan Égalité des Chances du ministère de la Défense et enfin pour rediriger vers la mairie, tous ceux (comme les retraités) qui seraient disposés à offrir leurs services bénévolement.

Car le Correspondant-défense aura une tâche devenue très lourde. Il sera nécessaire de lui affecter des adjoints, en puisant dans la population locale ceux des bénévoles qui ont des compétences et une expérience scolaire ou professionnelle, aptes à accompagner la jeunesse dans sa réussite. Certes ces adjoints ne sont pas des élus, mais ce sera une dérogation à demander aux Préfets sur le modèle de la présence, dans les conseils municipaux, des enfants du Conseil municipal des jeunes.

Chaque année, à l'occasion de la Convention départementale des Correspondants-défense les DMD recevront leur compte-rendu d'activité, avec les réussites, les échecs, les difficultés et des suggestions pour préparer l'avenir. Ainsi les DMD pourront faire remonter des synthèses de l'inventaire de la situation de leur département aux OGZD et à la DSNJ.

Ces autorités supérieures auront ainsi une information précise sur les résultats obtenus auprès des populations défavorisées. Ils pourront fixer de nouveaux objectifs et des actions correctives qui redescendront jusqu'à la base et redéfiniront les missions précises des Correspondants-défense des conseils municipaux pour les années suivantes. Ils pourront aussi compter sur les formations de l'IHEDN, comme le Séminaire CNC, les sessions Jeunes, les travaux d'étude de la CAJ, pour influencer sur le pouvoir exécutif.

Car la remobilisation de ce réseau demandera des années d'effort. Comme les réformes structurelles utiles n'ont pas été faites depuis près de 40 ans, depuis la fin des Trente glorieuses, c'est à dire depuis la fin des années 1970, il faudra, à l'évidence, consacrer autant de temps pour rétablir la jeunesse française dans son rôle de "Relève", en visant les années 2060, par étapes successives de 10 ans.

Cet esprit de Résistance devant "l'Étrange défaite" de la France dans l'Union européenne, à l'heure actuelle, visera le retour de la prospérité par un esprit d'entreprise réinventé à l'heure de la numérisation. C'est cela qui représente, en définitive, l'esprit de défense véritablement recherché dans la lutte contre le populisme, le terrorisme, la précarité, avec la mise en place d'un développement soutenable dans l'avenir.

### ***B- Organisation et Animation de la structure : Philosophie du projet***

Le groupe estime qu'il est indispensable de sortir de l'habitude de créer sans cesse de nouvelles structures sans jamais supprimer les anciennes. Il lui paraît essentiel d'abord de mieux utiliser l'existant, de le mieux coordonner avant d'ajouter de nouvelles strates qui ajoutent des coûts et de l'inefficacité.

1-Nous ne pourrions convaincre toutes les strates de la population ou groupes que par osmose des idées. D'où l'intérêt de création d'un courant :

Qui va de soi, non contraignant, perçu comme nécessaire, par le témoignage, l'explication, la prise de conscience, la reformulation, par l'exemple, par le culturel dont films, œuvres, littérature, émissions, interviews, sketches, chansons, récits, conférences.

2-Favoriser le questionnement et y procéder avec régularité :

Que me dit et me dicte ma conscience ? Qu'est-ce que j'espère dans la vie ? Qu'est-ce qui peut mettre en cause mon projet : moi-même ? Qu'est-ce qu'un agresseur ? Vient-il uniquement de l'extérieur ?

Ce ne sont pas les questions habituelles que se posent les personnes au sein d'une population, mais ces questions ne sont pas contre nature et sous-tendent le sentiment d'appartenance par les réponses qu'elles appellent.

On peut y associer les notions de droiture et d'exemplarité, d'humilité : valeurs à remettre au goût du jour. Convaincre que son propre travail est ce qui enrichit, et non pas l'appropriation induite.

3-Mettre à disposition de tous, un échantillon large d'éléments culturels qui permettront à chacun de se forger une réponse. C'est l'ensemble de ces éléments qui permettront de faire émerger un sens de soi dans la société, et que l'intérêt individuel est concomitant avec l'intérêt général.

4-Il conviendra d'élaborer des outils de gestion propre à ce projet en commençant sa mise en œuvre sur quelques communes et quelques quartiers caractéristiques et présentant chacune et chacun des spécificités propres. L'expérience acquise ainsi autorisera une généralisation rationnelle et progressive sur le reste du territoire.

### **Ebauche d'une organisation :**

1-Définir une équipe responsable du projet «Esprit de Défense» comportant :

- Une cellule de réflexion et de suivi de l'actualité, de l'évolution du thème, de la volonté politique et des signes envoyés par les politiques
- Une «tête» en lien avec les politiques
- Une équipe de suivi aux différents niveaux d'exécution y compris sur le terrain, dotée d'outils de gestion évaluatifs et correctifs

2-Définition large et étayée des thèmes «esprit de défense» et «cohésion nationale» :

Plusieurs définitions destinées à

- Fixer l'enjeu,
- Orienter les actions et les objectifs sur le terrain
- Définir les marqueurs de l'action
- Maintenir le cap fixé
- Faire jouer les corrections en cours d'évolution
- Veiller aux termes utilisés et au champ lexical mis en œuvre
- S'appuyer sur des universitaires intégrer leurs travaux dans l'action, et stimuler leurs recherches
- Comprendre et connaître l'état de l'opinion par des sondages auprès des différentes couches de la population : une simple remarque innocente peut parfois soulever une façon de voir à laquelle on ne pense pas forcément

### **Faire un premier bilan sur les réactions au service national :**

- Elaborer un corpus propre à l'action, dont bibliographie, qui sera l'assise de la doxa 'Esprit de défense'
- Elaborer un guide à l'usage des adultes dont le rôle sera de susciter chez les jeunes le questionnement
- Faire émerger la notion de responsabilité personnelle au sein de la société
- Mettre à disposition les moyens permettant à chacun de trouver une réponse par soi-même

- Eviter le piège du discours moralisant par nature peu efficace dès lors qu'il remet trop en cause les pratiques et habitudes existantes
- «Dire les choses», de parler au nom de l'institution dont beaucoup de jeunes n'ont pas conscience qu'elle existe
- Remettre la notion de droiture, d'honnêteté, de probité, d'engagement en lien avec sa fierté et son honneur d'exister de toute personne humaine
- Convaincre que le travail et l'effort personnel sont les moteurs de sa propre réussite
- Convaincre qu'il n'y a pas que des pourris parmi les responsables qui dirigent le pays
- Être synthétique et percutant ; facile pour des iconoclastes pétillants et imaginatifs

#### **Personnel impliqué dans l'action :**

- Sectoriser les interventions en faisant l'adéquation entre le nombre d'intervenants au nombre des jeunes auxquels on entend s'adresser
- Définir un responsable par secteur ; quasiment toutes les communes ont des services sociaux qui répondront présent moyennant une dialectique claire et des objectifs faciles à mettre en œuvre
- Sur le terrain : un jeune doit avoir à faire régulièrement à un adulte, et développer les séances d'échange de pratique
- Un membre missionné peut suivre une vingtaine de jeunes et savoir comment chacun perçoit les différents messages adressés; (penser qu'en moyenne sur vingt adolescents, trois sont dans le rejet de la société.)
- Prévoir un formateur pour les formateurs

#### **Partenariats :**

- Services de l'Etat, tout type, notamment ceux qui accueillent du public jeune
- Services sociaux, d'état ou des collectivités locales
- Chambres de commerce et d'industrie
- Casernes militaires, de pompiers, police et gendarmerie
- Associations subventionnées par les mairies, les associations sportives, les mouvements de jeunes
- Commerçants
- Journaux locaux
- Associations de parents d'élèves

#### **Actions : elles doivent être**

- Coordonnées entre elles
- Adaptées à la population du secteur
- Porteuses de questions permettant d'impliquer le plus de monde possible
- Soutenues par les personnes qui comptent tels que personnalités, notables, élus, responsables locaux
- L'occasion de regroupement populaire : fête, marché, spectacle, épreuves sportives, voyages organisés localement
- En lien avec les écoles, les associations
- Visibles grâce au «bus IHEDN» : Exemple : journée des associations, périodes estivales ; (déclinaison du «bus IHEDN» en lien avec la réalité du terrain et de la population locale)
- Faire l'objet de comptes rendus type qui seront remontés, analysés, comparés et partagés

### ***C- Agir sur l'école et par l'école :***

Le but est, par une action préventive sur l'échec scolaire :

- D'enrayer autant que possible la sortie de jeunes sans formation. Le système scolaire doit fournir à chaque élève les compétences qu'il est en droit d'acquérir, et à la société qui le finance, une jeunesse partageant une culture de base commune.
- Transmettre des connaissances : la volonté de faire de l'école un lieu où l'élève construisait lui-même son propre savoir s'est avéré un mythe pédagogique destructeur du savoir lui-même et obstacle à toute volonté de transmission. L'école doit concilier la transmission des connaissances de base ET apprendre aux élèves comment apprendre par eux-mêmes.
- Donner aux élèves, au travers des programmes de français, la progressive maîtrise des discours oraux, écrits, argumentatifs, ET les initier à quelques grands auteurs nommément désignés.
- Transmettre des codes sociaux : l'école doit aujourd'hui pallier la non-transmission par certaines familles des codes sociaux de base indispensables à la vie sociale.
- Inclure dans la mission des professeurs l'initiation des élèves à un code social minimum et commun, et à son respect (règles basiques de politesse, respect des autorités scolaires, observation d'une attitude globale de travail...)
- Initier les élèves au travers des programmes d'Education Civique à la connaissance et à l'exercice de leurs droits de citoyens ET montrer que ces droits individuels peuvent être limités pour des raisons supérieures de bien commun : la constante recherche d'un débat et d'un compromis entre ces deux éléments est la définition même de la vie démocratique.
- Renforcer les trinômes académiques, soutenir et élargir leur action pour toucher le public le plus large possible.

### **CONCLUSION**

*“Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, mais ce que vous pouvez faire pour votre pays”. (J. F. Kennedy).*

Tout le monde connaît cette belle maxime, mais il nous faut mesurer désormais sa coloration très «années 1960» et «Trente Glorieuses», et l'inquiétant est bien justement qu'elle ait vieilli ! Bien peu aujourd'hui de jeunes ou de moins jeunes la reprennent spontanément à leur compte, et nombreux sont ceux qui préfèrent nettement s'interroger sur ce que le pays peut – ou doit, de leur point de vue – faire pour eux !

Il faut donc construire à partir de ces réalités-là ! La relation fondamentale entre le citoyen et la nation demeure, mais elle s'est inversée.

Le pays a besoin d'une ligne directrice forte et de l'exemplarité de toutes ses élites et de tous les responsables de tout niveau pour conforter sa cohésion nationale. Mais il se doit aussi d'aller à la rencontre des jeunes des territoires fragiles pour les accompagner sur le chemin d'une citoyenneté active et responsable de l'unité nationale. C'est ce que nous avons tenté, modestement, au travers de ce rapport de mettre en évidence.

*«La politique, quand elle est un art et un service, non point une exploitation, c'est une action pour un idéal à travers des réalités». (Charles de Gaulle)*

## ANNEXES :

### **Tableau comparatif France/Danemark.**

*Les chiffres du tableau ci-dessus peuvent varier selon les sources : il convient, pour notre démonstration, de ne retenir que les ordres de grandeur.*

Et si la Finlande est connue pour sa réussite scolaire, c'est parce que des professeurs s'occupent intensément des élèves qui perdent pied pour les remettre en bonne place dans le peloton puisque le redoublement n'existe pas. Moyennant quoi, l'indice de bonheur humain des finlandais se situe parmi les plus élevés du monde.

Critères	France	Danemark	Commentaire
Superficie en km <sup>2</sup>	579 000	43 000	
Population en millions	64,9	5,7	
P I B (Milliards de \$)	2 574,8	324,1	
P I B par tête	39,673	56,842	La France pauvre!
Prélèvements obligatoires en %	45	48,6	Triste record?
Croissance en %	1,25	1,9	
Chômage (OCDE)	9,3	5,8	
Chômage des 15 25 ans	24,6	12	Égoïsme et
Taux d'emploi des 15 à 25 ans	38,5	55,9	malthusianisme des élites et des nantis de l'emploi !
Taux d'emploi population active	64,6	74,3	La France fainéante !
Déficit annuel en %	3	0,6	
Dette publique en % du PIB	98	54	
Indice bonheur humain. Rang sur 156 pays	25 <sup>ème</sup> rang	2 <sup>ème</sup> rang	Étude américaine de 2017 destinée à l'ONU.
Index de perception de la corruption	25 <sup>ème</sup> rang	2 <sup>ème</sup> rang	Transparency International en 2017

En France, malgré le niveau très élevé des prélèvements obligatoires, l'État est toujours impécunieux. La mendicité est élevée à la hauteur d'une véritable institution, comme par exemple, les Restos du cœur, le Téléthon, les Banques alimentaires, les Associations de secours catholique, populaire, ATD Quart monde,... Tandis que des plusieurs institutions régaliennes réclament depuis des années des investissements correspondant au développement de leur activité, comme la Justice étouffée par le phénomène de la judiciarisation.



## **La France à l'horizon 2100**

Ambition pour les Français : faire que la France soit un modèle pour les nations du monde, comme au XVIIIème siècle en Europe.

Conformité au souhait du général Pontiers, président de de la CAJ : soyons imaginatifs, iconoclastes, pétillants !

10 milliards d'individus vivront sur Terre en 2100, avec les conséquences du réchauffement climatique et de la pollution.

Grand remue-ménage et grands remue-méninges à prévoir. Tous ceux qui encadrent la jeunesse actuelle sont concernés.

Mobilisation de tous ceux qui sont nés à partir de l'an 2000. Ils auront parcouru leur vie active et pris leur retraite dans les années 2050/2060.

Tous les aspects du vivre-ensemble seront bouleversés par cette évolution : ressources fossiles, énergie, urbanisme, modes de vie, de consommation et de production, éducation, santé, loisirs...

Il leur faudra faire preuve de vigilance, de curiosité intellectuelle, de culture générale : la véritable école du commandement (Charles de Gaulle).

Il faudra gérer les flux migratoires, être capable d'accueillir migrants et réfugiés (Cf. OFII) et savoir les former à nous aider à faire le bien, ici et ailleurs, pour étendre la démocratie et permettre aux jeunes diplômés de s'épanouir, là où ils se trouvent.

Notamment dans le pays d'Afrique, à l'origine de la plus grande partie de l'augmentation de la population mondiale.

Le déclin des USA offre à l'Union européenne et à son moteur, le couple France/Allemagne, une chance exceptionnelle.

Chance capable de corriger les effets de la catastrophe du XXème siècle, la guerre 1914-1918, qui a ruiné les belligérants européens, créé le totalitarisme et contribué à faire des USA, un géant industriel, technique et financier et le gendarme du monde.

Mais la conséquence d'un pouvoir excessif, s'appelle : *hubris*. Le géant américain, à la suite des Français en Indochine, s'est décrédibilisé suite à sa défaite au Viêt-Nam. Puis, le géant s'est endormi dans l'équilibre artificiel de la guerre froide. Et il a montré que rien n'avait été prévu pour exploiter la victoire du camp occidental, survenue après l'implosion stupéfiante de l'adversaire.

Ensuite, la sur-réaction des Bush après l'attentat de Manhattan du 11 septembre 2001, a créé le chaos au Moyen-Orient, tandis que la finance américaine, livrée à elle-même, créait et propageait une crise économique mondiale.

Des dizaines d'années ne seront pas de trop pour que la France et l'Allemagne, soient en mesure de recréer une Union européenne performante, pour prendre la place des USA.

Certes, l'Allemagne est fragile avec le vieillissement de sa population (de souche) et le risque du déclin de son économie florissante par la commercialisation de biens d'équipement à l'échelle du monde. Cependant elle travaille au renouvellement de ses méthodes avec le projet Industrie 4.0.

En revanche, malgré des prélèvements obligatoires les plus élevés d'Europe, identiques ou juste au-dessous du Danemark, la France est la dernière de la classe en Europe, sur la plupart des critères du "vivre ensemble" : croissance économique, taux d'emploi (plus pertinent que le taux de chômage), inégalités, qualité de l'enseignement, déficit des échanges commerciaux,...

Où passe l'argent des contribuables français ? Dans quels gaspillages monstrueux ?

L'heure n'est plus aux rapports d'experts !

On pourrait aller sur la Lune en escaladant tout simplement le tas formé par tous les rapports, livres, articles, actes de colloques, etc. publiés depuis les années 1960/1970, pour dire pourquoi la France va mal et comment faire changer les choses. Or, rien de pertinent n'a été pris en considération !

Maintenant, il faut passer à l'action sans plus tarder, à une action vigoureuse, avec une mobilisation générale.

Dans un rapport remis fin avril 2018, (suite au colloque du MEDEF du 21 novembre 2017, intitulé "Réunifier la France-Reconstruire les banlieues"), Jean-Louis Borloo dénonce l'inertie administrative, l'immobilisme des "élites" et invoque l'exemple de la personnalité du général Patton, l'énergique commandant des forces américaines sur le théâtre européen, lors de la seconde guerre mondiale.

Il entend "Faire revenir la République" dans les territoires fragiles en proie à une désagrégation sociale, dont la jeunesse est la première victime.

Il signale qu'il y a 500 000 jeunes gens dans les quelque 1 500 Quartiers de la Politique de la Ville, déracinés et éloignés de la réussite, par la faible action d'accueil et d'intégration, par le chômage de la désindustrialisation, par le phénomène des familles monoparentales, par l'absence de mobilité physique et mentale,...

Du fait de la diffusion des handicaps économiques et sociaux dans les agglomérations voisines des quartiers prioritaires et dans les territoires ruraux, isolés et éloignés des bassins d'emploi actifs, Borloo évalue de 6 millions à 10 millions de personnes en France, pour lesquelles c'est plus dur de réussir, du fait de l'écart qui ne cesse de se creuser dans l'égalité des chances.

Parmi celles-ci, l'association Cap jeunesse évalue à 2 millions une population de jeunes gens qui ont "décroché" des études et forment la population des sans diplômes, sans emploi, sans perspectives. Car, dans l'avenir, le nombre d'emplois non qualifiés continuera à se réduire.

Une bombe à retardement actuellement se prépare : lorsque cette population de "décrochés" prendra de l'âge, elle n'aura pas de possibilités correctes d'emploi, de logement, de vie de famille, de retraite convenable,...

Pourtant, par exemple, le Plan Égalité des Chances du ministère de la Défense (PEC-MINDEF), dont les R L J C sont chargé de la promotion, s'est peu à peu vidé de son contenu.

Si la République doit revenir dans les territoires fragiles, c'est aussi pour que force reste à la loi. Il faut éradiquer l'économie souterraine, les trafics du crime organisé (stupéfiants, prostitution, contrefaçon...), qui sont autant de facteurs de violence et de délinquance.

Cette bienveillance, voire cette complicité, depuis des années des autorités (pour apaiser les banlieues), représente non seulement des risques, mais aussi autant d'insultes pour les gens honnêtes et sérieux.

"La guerre d'Algérie n'aura pas lieu" ! On compare quelque fois la situation des populations et des territoires fragiles en France à la question d'Algérie. Un problème de décolonisation qui a valu la chute de la IVème République et la naissance de la Vème.

Certes, on observe de la part des politiques le même aveuglement, la même lâcheté devant des mesures difficiles à prendre (vis-à-vis de l'establishment), le cortège des erreurs et aberrations, (comme nommer jeunes enseignants et jeunes policiers dans les banlieues difficiles). Cependant contrairement à la pièce de Jean Giraudoux, la situation n'est pas la même.

Les populations fragiles ne représentent que de l'ordre de 10 % de la population métropolitaine (et non pas 90 %) et surtout, on ne peut pas, en désespoir de cause, larguer les territoires fragiles, (un département comme le 93), car ils font réellement partie intégrante de la nation.

Donc, il faut se mobiliser pour l'action, en cessant de s'intéresser aux murs (programmes de rénovation urbaine), mais en s'intéressant aux esprits de la jeunesse. Toute la jeunesse, celle que l'on peut appeler, à une extrémité du spectre "les indésirables", à l'autre extrémité "les privilégiés" ou "les héritiers" et, entre les deux, tout un ensemble aux nuances spécifiques.

Jean-Louis Borloo propose ainsi, 19 programmes pensés avec les maires et les associations des territoires fragiles.



**Bibliographie choisie :**

Article de Nicolas BAVEREZ sur la Défense vis à vis des nouvelles menaces

Jean-François GAYRAUD : Théorie des hybrides - Terrorisme et crime organisé  
L'art de la guerre financière  
Le nouveau capitalisme criminel

François HEISBOURG, Pour répondre à l'hybridation des menaces  
Comment perdre la guerre contre le terrorisme

Nicole GNESOTTO et Pascal LAMY  
Où va le monde? Le marché ou la force

Emmanuelle AURIOL  
Pour en finir avec les maffias

Claire MARIN  
La relève. Portrait d'une jeunesse de banlieue



## Essai bibliographique

*Cet essai bibliographique est destiné à aider ceux qui mettront en œuvre tout ou partie des recommandations de ce rapport. Ils y trouveront, émanant d'auteurs très divers, des idées, des sources, des références, susceptibles de nourrir leurs actions d'information et de formation, ainsi que d'enrichir le contenu de leurs interventions.*

On pourrait aller sur la lune tout simplement en escaladant le tas formé par tous les livres, essais articles, actes de colloque, etc. qui ont été publiés depuis les années 1960 jusqu'à aujourd'hui, destinés à montrer ce qui ne va pas en France et pour suggérer des mesures intelligentes à prendre.

Comme on ne peut pas tout lire et tout citer, il faut par conséquent présenter un choix raisonné des ouvrages qui ont été les plus utiles au Comité pour mener son travail de réflexion confié par l'IHEDN sur le thème de La Jeunesse.

**À qui de jouer ?** Concentrer parmi les élus locaux, les correspondants-défense et les acteurs de terrain de leur réseau, sur un petit nombre de dispositifs efficaces et pratiques, afin de faire le ménage parmi les "usines à gaz" et aller au fond des choses avec la persévérance requise pour remettre le plus de Français possible dans la création des richesses. Car le taux d'emploi (nombre d'actifs occupés divisé par la population en âge de travailler) est en France de 64,8% (OCDE 2017), soit environ 10 points de moins, en moyenne que le taux de l'Allemagne, ou du Danemark, pays qui a le taux de prélèvements obligatoires à peu près identique au nôtre. Quant à la catégorie des 15-24 ans, le taux d'emploi français est de 28,7 %, à comparer à 46,5 % en Allemagne et 56,3 % du Danemark.

Dans le numéro 155 (automne 2016) de la revue *Commentaire*<sup>1</sup>, un article d'**Agnès Verdier-Molinier**, directrice de la Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques, est intitulé "**Le drame du déficit social**".

La Fondation iFRAP est un think tank qui depuis 30 ans *fait connaître le fruit de ses études à l'opinion publique* quant à la performance des dépenses publiques, *notamment celles visant la recherche du plein emploi et du développement économique. Elle propose des mesures d'amélioration et entend mener toutes les actions en vue de leur mise en œuvre par le Gouvernement et le Parlement.*

*Commentaire* introduit l'article ainsi : *les dépenses sociales françaises s'élèvent à plus de 730 milliards d'euros et près de 80 % des prélèvements obligatoires, tous impôts, taxes et cotisations confondus. La France est passée de 20 % de dépenses de protection sociale dans le PIB, dans les années 1980, à 34 % aujourd'hui.*

Agnès Verdier-Molinier, après avoir recommandé d'adopter un catalogue complet de réformes, conclut son propos en rappelant que "*plus la dépense sociale enfle, plus la fiscalité pèse sur les ménages, les entreprises et donc sur l'emploi*".

Dans son livre "**Le modèle français - Grandeur et décadence**" (Odile Jacob), **Jacques Lesourne** professeur honoraire au CNAM, disait déjà en 1998 que "*le mal français vient de*

---

<sup>1</sup> **Commentaire** – Revue trimestrielle créée par Raymond Aron en 1978. Dirigée actuellement par Jean-Claude Casanova. 116 rue du Bac 75007 Paris. 01 45 49 37 82. [www.commentaire.fr](http://www.commentaire.fr) – [infos@commentaire.fr](mailto:infos@commentaire.fr) - Sur le site, il est possible de s'abonner, de commander et lire n'importe quel numéro au format numérique ou papier, de lire en ligne et de télécharger tous les articles depuis la création de la revue.

*ce que, pendant les Trente Glorieuses, la France a été, sur le plan économique, une Union soviétique qui a réussi" !*

À propos de ce "*mal français*", dénoncé depuis longtemps, rappelons le livre **d'Alain Peyrefitte**, intitulé précisément *Le Mal français*, (Plon - 1976) et des ouvrages parmi ceux du sociologue **Michel Crozier** : *Le phénomène bureaucratique* (Seuil - 1963), *La société bloquée* (Seuil - 1971), *La crise de l'intelligence* (Interéditions - 1995).

Également dans la revue *Commentaire* n° 158 été 2017, **Claude Seibel**, inspecteur général honoraire de l'INSEE, ayant dirigé les services de la statistique et des études au ministère de l'Éducation nationale et au ministère du Travail, apporte des chiffres et des réflexions pertinentes et fiables, puisque celui-ci a exercé des responsabilités importantes à ce sujet et suggère des évolutions à la portée des responsables politiques et des partenaires sociaux, en privilégiant les thèmes "Éducation, formation, emploi".

*"Les milieux populaires sont confrontés depuis une quarantaine d'années à de graves difficultés, domaine où les politiques publiques n'ont pas répondu à leurs attentes. Le système éducatif français ne parvient pas à prendre en charge 15 à 20 % des jeunes gens qui lui sont confiés.*

*La jeunesse en difficultés, voire en échec scolaire, notamment les garçons, sont en grande majorité issus de familles populaires, ouvriers, employés, salariés & agricoles, inactifs. Si on accumule ces sorties sans qualification depuis vingt ans, 3 à 4 millions de jeunes ont rejoint ou vont rejoindre la population active avec un niveau de formation générale très faible et des compétences professionnelles fragiles. Leur employabilité étant faible, le risque de chômage est très élevé.*

*La mise sous le boisseau des politiques industrielles depuis les années 1970, en croyant que le marché mondialisé assurerait le développement économique, des mythes absurdes comme tout miser sur les services et la distribution, ou sur l'entreprise sans usines, ainsi que la récession de 2008/2010, ont conduit les familles à ne pas inciter leurs enfants à préparer les métiers industriels. Ce qui conduit à de nombreuses offres de travail non satisfaites et au découragement des chefs d'entreprise, notamment ceux des PME/PMI. Ces formations professionnelles n'ont pas le vent en poupe, car elles ne sont pas demandées par les familles et qu'elles ne s'inscrivent pas sur la voie royale du lycée général, puis des études supérieures.*

*C'est en polarisant les formations professionnelles vers les métiers en tension et vers les métiers d'avenir que se fera peu à peu la réinsertion des chômeurs de longue durée. **Cela demande de convaincre et de former des centaines de milliers d'éducateurs** vers cet enjeu vital pour la société française."*

Mobiliser de centaines de milliers d'éducateurs, est bien l'enjeu du rétablissement de la France. Car, il ne faut pas s'attendre à ce que la jeunesse trouve d'elle-même, sauf exception, les ressources nécessaires pour se sortir d'affaire. Surtout les jeunes gens qui n'ont pas eu la chance de passer leur enfance dans une famille unie, expérimentée et cultivée. Il faut une rencontre avec quelqu'un qui fait découvrir les bonnes pratiques. Tout le monde connaît le cas de la rédaction d'un CV. Spontanément, on le construit dans l'ordre chronologique. Une

personne extérieure doit intervenir pour faire comprendre qu'un employeur cherche à pourvoir un poste immédiatement opérationnel. Ce sont donc les dernières lignes du CV qui ont de l'importance. Mieux vaut alors les mettre en tête et reconstruire le CV, à l'envers.

La visite des musées doit se préparer, car sur les lieux et sur le moment, **Daniel Arasse** nous le dit "*On n'y voit rien – Descriptions*". Publié chez Denoël en 2000, le petit livre de ce brillant historien d'art nous fait découvrir le savoir sans fin que la peinture nous délivre à travers les siècles. Il faut apprendre à regarder pour voir et développer la plus grande curiosité intellectuelle. Car "*la véritable école du commandement, c'est la culture générale*" écrivait le général de Gaulle en 1932, dans "*Vers l'armée de métier*". Poser la question "*Pourquoi*", élaborer un "*Rapport d'étonnement*", ce sont les voies d'une curiosité, base de toutes les autres qualités.

**Redécouverte de l'écrit.** Dans "*À la recherche du temps perdu - Le temps retrouvé*", **Marcel Proust** nous dit : "*La vraie vie, la vie enfin découverte et éclaircie, la vie réellement vécue, c'est la littérature... Et cette vie appartient à tous les hommes aussi bien que chez l'artiste. Mais ils ne la voient pas, car ils ne cherchent pas à l'éclaircir. Notre vie et la vie des autres. Car le style pour l'écrivain, comme la couleur pour le peintre, n'est pas une question de technique, mais une question de vision. Il est la différence qualitative de la façon dont nous apparaît le monde, différence qui, s'il n'y avait pas l'Art, resterait le secret éternel de chacun.*"

**Antoine Compagnon**, élu en 2006 au Collège de France professeur de littérature française moderne et contemporaine, consacrait ses premiers cours à Proust, qu'il avait découvert en préparant le concours d'entrée à l'École Polytechnique. Après avoir intégré l'X en 1970 puis l'école des Ponts et chaussées, il décidait de devenir professeur de lettres, au lieu de faire une carrière d'ingénieur.

Dans sa leçon inaugurale<sup>2</sup> intitulé "*La littérature, pour quoi faire ?*", il rappelle que "*nous lisons, parce que, même si lire n'est pas indispensable pour vivre, la vie est plus aisée, plus claire, plus ample pour ceux qui lisent que pour ceux qui ne lisent pas. Vivre est plus facile pour ceux qui savent lire. Mais aussi la culture littéraire est censée rendre meilleur et donner une vie meilleure.*"

Enseignant, écrivain, critique littéraire, Antoine Compagnon a publié notamment en 2005 chez Gallimard "*Les Antimodernes - De Joseph de Maistre à Roland Barthes*". Il y examine les grandes figures du XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècle, ceux qui résistent à la modernité et qui avancent en regardant dans le rétroviseur. Ce qui n'est pas absurde, puisque **Winston Churchill** nous dit "*The farther backward you can look, the farther forward you are likely to see*".

Parmi ces grandes figures antimodernes, celle de **Julien Benda**. On se souvient de "*La trahison des clercs*", son chef-d'œuvre publié en 1927. Il reprochait aux intellectuels de se commettre dans le combat politique en adoptant tous les concepts en "*...isme*". Pour Julien Benda, l'engagement de l'intellectuel, consiste à faire triompher des idéaux abstraits et désintéressés : vérité, justice, raison, liberté intellectuelle et sociale. S'il peut observer ce qui

---

<sup>2</sup> **Leçon inaugurale n° 188**, prononcée le jeudi 30 novembre 2006 par Antoine Compagnon, titulaire de la Chaire de littérature française moderne et contemporaine : histoire, critique, théorie - Collège de France / Fayard.

se passe aujourd'hui, Julien Benda doit se retourner dans sa tombe et doit songer à préparer "La trahison des clercs", version XXIème siècle !

**Jean-François Revel**, dans *"L'obsession anti-américaine - Son fonctionnement, ses causes, ses inconséquences"*, Plon 2002, remet les pendules à l'heure en rappelant que *"la superpuissance américaine résulte pour une part seulement de la volonté et de la créativité des Américains... Ce sont les européens qui ont provoqué les deux cataclysmes d'une ampleur sans précédent que furent les deux guerres mondiales ; ce sont eux qui ont inventé et réalisé les deux régimes les plus criminels jamais infligés à l'espèce humaine... À cela s'est venu s'ajouter, à partir de 1990, l'obligation d'aménager le champ de ruines laissé par le communisme après son effondrement. Là encore, l'Europe n'avait guère de solution à proposer"*.

Il poursuit ainsi *"Un autre échec français explique en partie l'accroissement de la violence urbaine et rurale, puisque le nombre de véhicules volés permet l'ubiquité de la criminalité : c'est l'échec de l'intégration. Une conception erronée de l'enseignement dont les méfaits furent aggravés par la peur qu'avaient les responsables de l'éducation de passer pour racistes en prévoyant pour les élèves immigrés ou enfants d'immigrés dont le français n'est pas la langue maternelle, des classes spéciales, au moins au début des études. Moyennant quoi, on organisait et on installait à jamais cette discrimination justement redoutée. On vouait les élèves maghrébins et africains à un échec scolaire inéluctable, faute de bases solides. L'échec scolaire provoqué par les autorités pédagogiques et politiques fournissait et fournit toujours leurs recrues aux bandes délinquantes des quartiers"*.

*"L'exception française c'est d'être français et de devoir le devenir" ! Magyd Cherfi* place cette formule en exergue de son récit *"Ma part de gaulois"* publié en 2016 chez Actes Sud. Avec gravité et autodérision, ce petit "beur" des quartiers nord de Toulouse raconte les chantiers permanents de l'identité et les impasses de la république, au cours de l'année du baccalauréat, une formalité pour les "Français", un événement majeur pour les "indigènes". La réussite de Magyd, le premier bac arabe de la cité, ses dispositions pour l'écriture, ont conduit l'ancien parolier du groupe toulousain Zebda, puis lancé dans la chanson en solo, à publier un récit fait de rage et de jubilation qui nous dit nos quatre vérités : *"Je pensais que la démocratie, la République pour tous allaient entraîner une adhésion à des valeurs, à un patrimoine commun. Au fil du temps, certains ont préféré se tourner vers les islamités, africanités plutôt que vers l'État de droit. Parce que on leur a toujours dit : vous n'êtes pas chez vous, ils ont cherché un refuge là où il y avait des frères"*.

Oui, c'est difficile d'écrire. Il faut des dons. Et aussi faire des rencontres décisives pour créer un style et réaliser une œuvre, à l'exemple de **Louis Calaferte**, fils d'un immigré italien, maçon, et d'une mère stéphanoise, couturière à domicile.

Avec l'aide de Joseph Kessel, c'est un auteur extrêmement prolifique de récits, d'essais, de pièces de théâtre, de poésies, d'entretiens et de correspondance. Il confirme très bien cette difficulté d'écrire dans son œuvre majeure *"Septentrion - Denoël 1984. "C'est toujours dans des circonstances impraticables que l'envie d'écrire vous tombe dessus sans prévenir... Mettons qu'une idée somptueuse vous assaille dans la rue ou dans l'autobus ou encore pendant que vous faites le tour du marché aux légumes. Idée incendiaire en général. De quoi*

*tirer un développement de plusieurs pages. Tout à fait la piste d'envol qui vous manquait pour faire ronfler les moteurs plein gaz. Sur le moment, c'est comme si l'on avait déjà décollé et pris de l'altitude, mais le temps de rentrer chez soi, de tourner la clef dans la serrure et de se jeter à sa table, l'idée s'est modifiée au point de n'être plus qu'une vague écorce sèche. On aura beau ensuite claquer de la langue le reste de la journée, on ne retrouvera plus le parfum insolite de la caverne aux trésors".*

**L'air du temps.** Nous percevons notre époque de changements rapides et profonds à partir d'un monde médiatique qui nous bombarde sans relâche de faits, de chiffres, de nouvelles, vraies ou fausses, importantes ou futiles, heureuses ou fâcheuses, informatives ou publicitaires... Ce paysage médiatique, politique, culturel, littéraire, ardu à débroussailler, c'est bien tout cela qui forme l'air du temps. "*Avec Camus - Comment résister à l'air du temps - Gallimard. 2006*", **Jean Daniel**, en journaliste qui n'a cessé de réfléchir à son métier, évoque ses rapports avec Albert Camus. D'abord journaliste à Alger avant la seconde guerre mondiale, puis à Paris après celle-ci, Albert Camus, écrivain de la révolte et de l'absurde, conserve de nos jours une pérennité étonnante pour son œuvre. C'est sans doute parce qu'il voulait montrer à la jeunesse l'existence du fait moral "*c'est la période décisive où il tourne autour du problème de la fin et des moyens et de la relation entre le fait moral et le fait politique... Camus ne sait pas qu'il va bientôt et dans ces mêmes termes, définir le rôle de l'intellectuel... Une religion des incroyants pour une génération qui a vu le nazisme, le stalinisme, la décolonisation, l'atome, la guerre froide, la terreur, enfin le fanatisme religieux... Quant au face à face avec la terreur, la violence est à la fois inévitable et injustifiable et la fin ne justifie jamais les moyens. Avec ces deux principes, il faut s'inventer à chaque moment un comportement*".

**Thierry Gaudin**, polytechnicien, ingénieur général du corps des Mines, président du GRET, résume dans "*2100, Odyssée de l'Espèce - Payot. 1993*", dix ans de travail en équipe sur la prospective du XXI<sup>ème</sup> siècle et propose douze programmes mondiaux pour surmonter les crises du passé et construire l'avenir. Certes, vingt-cinq ans plus tard, c'est intéressant de relire ce livre et d'examiner ce qui s'est effectivement réalisé, quant aux scénarii de prospective imaginés à l'époque. Car les progrès scientifiques et techniques ont donné une formidable impulsion aux questions de société, ce qui fait dire à Thierry Gaudin, à l'époque de la parution du livre de Francis Fukuyama (1992), que nous ne sommes pas à la fin de l'histoire, mais à son début.

Si l'on examine les douze programmes évoqués dans 2100, Odyssée de l'Espèce, il y a des programmes qui, peu ou prou, ont bien été pris en considération. Par exemple : *Industrialisation de l'Espace, Maîtrise de l'énergie, Communication : un réseau pour tous, Solidarité et partage*. Il y a des programmes dont la prise en considération devrait être effective prochainement, tant les enjeux sont cruciaux pour l'humanité : *Culture technique* (Fun Mooc, CNAM), car si l'éducation est réservée à une élite, elle contribue à exclure, au lieu de se diffuser à la masse pour assurer la prospérité. *Météorologie du quotidien*, car chacun doit pouvoir évaluer l'état de sa santé, de son environnement, la qualité de ce qu'il consomme. *Structurer les villes*, afin d'harmoniser les rapports villes/banlieues, les agglomérations et les espaces ruraux. *Humanisme industriel*, en créant des entreprises de forme nouvelle (auto

entrepreneuriat, télétravail, entreprises solidaires, ONG)) pour donner du travail à tous et stimuler la créativité.

Quant aux quatre derniers programmes : *Habiter les mers* (sachant que la France dispose du deuxième espace maritime, après celui des USA). *Transformer la planète en jardin*. *Système judiciaire mondial*. *Fiscalité incitative*, les décisions qui les concernent sont encore dans l'encrier ! Thierry Gaudin parle aussi d'un treizième programme, celui destiné à financer tout cela. Il suggérait la création d'un système monétaire mondial. Celui-ci existe (FMI, Banque mondiale, etc.), parallèlement avec des organismes comme ONU, UNESCO, OMC, OMS, etc. Il sont à faire évoluer.

Cependant, il serait souhaitable d'obtenir de tous ces organismes plus d'orientation vers la création de richesses réelles, tangibles et respectueuses de la planète Terre.

**INDUSTRIE 4.0** C'est le concept autour duquel s'est organisée en Allemagne la réflexion et la mobilisation des acteurs de l'économie, de la recherche et du monde politique, face aux enjeux de la transformation numérique de l'industrie. Rappelons que le mot "industrie" est facteur de malentendu. Le domaine qu'il recouvre est immense, bien au-delà, de l'usine de production d'une entreprise industrielle. Appelé B 2 B ou B 2 C (Business to Business et Business to Consumer), il s'agit de toute les activités (produite et services) qui s'échangent entre des entreprises, des professionnels et entre des entreprises et des consommateurs.

Publié par la Revue Futuribles<sup>3</sup> N° 424 mi-juin 2018, l'article est résumé de la façon suivante *"dans un contexte marqué par une grande incertitude et une complexité croissante, l'heure est à la capacité d'adaptation et à la souplesse. Ceci implique un fonctionnement en réseau des acteurs et des structures de l'entreprise, une capacité à s'auto-organiser, une collaboration étroite avec les facteurs de la chaîne de valeur, entre l'homme et la machine, etc. Cela se fera par tâtonnements, par essais-erreurs, mais implique une remise en cause radicale des modèles en place, avec une ouverture sur le collectif et des coopérations, grâce à laquelle la révolution technologique peut devenir une opportunité et non forcément une menace pour l'emploi"*.

**Trump : le Président d'une génération perdue.** Article de Guiseppe Sacco dans la revue Commentaire n° 158 - Été 2017. Aux USA, *"les classes d'âge qui auront eu entre 45 et 54 ans en 1997 deviendront une génération perdue. Huit millions d'hommes, dans le seul secteur manufacturier, seront au chômage et quelques années plus tard, les banques n'hésiteront pas à chasser de leur maison environ dix millions de familles incapables de rembourser leur emprunt immobilier... Année fatidique, 1997, marque l'explosion de la mortalité précoce des mâles blancs, due non pas aux causes habituelles, comme le diabète et les maladies cardiaques, mais aux suicides, à l'empoisonnement par les drogues, par l'alcool et les maladies du foie... Face à un phénomène aux multiples visages, le protectionnisme risque de se révéler un bien faible instrument..."*

---

<sup>3</sup> **Futuribles - L'anticipation au service de l'action.** Cette revue bimestrielle de prospective, interdisciplinaire, analyse ce qui peut advenir (les futurs possibles) et ce qui peut être fait (politiques et stratégies), vis-à-vis de grands défis du futur. 01 53 63 37 70. [www.futuribles.com](http://www.futuribles.com) - [revue@futuribles.com](mailto:revue@futuribles.com) - 47 rue de Babylone 75007 Paris.

*Si l'électrification du secteur automobile ou la généralisation de la voiture autonome se produisait, si nous assistions à un retrait partiel du modèle d'entreprise globale, hypertechnologique et fondée sur l'avantage offert par la main d'œuvre chinoise, si les mesures protectionnistes se réduisaient à éviter que l'effet multiplicateur d'une politique keynésienne ne se disperse pas immédiatement ailleurs qu'en Amérique, il serait possible de dire que la période Trump coïncide avec le retour de l'Amérique à la grandeur industrielle. Le nouveau Président aurait alors réalisé une part de sa promesse à la "middle class" américaine. Autrement, il ne serait que le Président d'une génération perdue".*

Dans sa biographie de **Jean Monnet**<sup>4</sup>, publiée chez Fayard en 1996 par Éric Roussel, à propos des négociations menées au moment de la guerre de Corée pour créer une défense européenne à la demande des Américains, celui-ci rapporte l'opinion de Jean Monnet *"Après avoir été secourue par l'Amérique et tout en entretenant avec elle les relations les plus harmonieuses possibles dans l'intérêt du maintien de la paix mondiale, l'Europe a vocation à devenir vraiment autonome, à s'affranchir de toute tutelle. Admirateur du modèle américain, Jean Monnet est convaincu que l'émulation venant des États-Unis est une chance pour le Vieux Continent, contraint ainsi de se réveiller. Il récuse simplement tout lien de dépendance, a fortiori de subordination".*

À cette époque, Jean Monnet écrit à René Pleven, qui venait en été 1950 d'être désigné comme Président du Conseil *"Nous continuons en Indochine un effort ruineux et voué à l'échec. Pourquoi ? Au début, il s'agissait de maintenir l'Union française. Maintenant, nous prétendons contenir le communisme dans le Sud asiatique. Dans les deux cas, c'est absurde. Nous maintiendrons l'Union française en faisant quelque chose pour elle, et non pas en faisant acte d'autorité et de force contre ses habitants. Imaginez ce que nous pourrions faire pour l'Indochine et le reste de l'Union française si nous y investissions les sommes que nous dépensons pour la guerre".*

Il poursuivait ainsi *"les USA ne sont pas impérialistes. Ils sont "efficients" Ils trouvent des solutions techniques ; seuls, ils ne savent pas apporter la pensée politique dont le monde a besoin. Je crois que nous pouvons apporter une contribution importante. Nous l'avons déjà fait, lorsque le 9 mai, le gouvernement français a soumis le plan Schuman à l'opinion publique. Mais il faut aller plus loin, prendre une initiative qui touche directement la conduite de la politique universelle".*

Extraordinaire lucidité de Jean Monnet, si l'on songe, non seulement à l'Indochine, mais ensuite à l'Algérie, puis aux OPEX d'aujourd'hui. Sans oublier le problème des banlieues,

---

<sup>4</sup> **Association Jean Monnet (AJM)** a pour objet la transmission de la mémoire et l'héritage de Jean Monnet, tout en contribuant au développement et au renforcement de ce qu'il nous a légué, l'Union européenne. L'AJM organise chaque année plus de 200 conférences sur le site de la Maison Jean Monnet (Houjarray 7 chemin du Vieux Pressoir 78490 Bazoches sur Guyonne. France. [info@ajmonnet.eu](mailto:info@ajmonnet.eu) - 01 34 86 12 43 ou au Bureau d'Information du Parlement européen à Paris), afin de véhiculer les valeurs de l'Union, paix, solidarité, tolérance et esprit commun, ainsi que de faire mieux connaître l'œuvre et la personnalité de Jean Monnet par le grand public.

quand la Politique de la Ville met énormément d'argent dans la rénovation urbaine, c'est-à-dire se préoccupe des immeubles et non pas des gens !

Alors que les vraies solutions consisteraient à recréer de la mixité sociale, de la sécurité, en éradiquant les activités illégales et criminelles et en facilitant la création d'emplois, nombreux, ouverts, honnêtes et sérieux. Certes, il est facile de voir, beaucoup plus tard, avec du recul, l'absurdité des décisions prises par les responsables de l'époque. C'est pourquoi, encore une fois, Winston Churchill l'avait formulé à juste titre :

*The farther backward you can look, the farther forward you are likely to see.*

**Après l'empire et Après la démocratie.** Emmanuel Todd, est devenu célèbre en annonçant dès 1976 la décomposition de la sphère soviétique. Selon sa démarche d'anthropologue historien, il disait, en 2002 dans "*Après l'Empire*". "*L'Amérique, par son activisme militaire dirigé contre des États insignifiants, tente de masquer son reflux. La lutte contre le terrorisme, l'Irak et l'axe du mal, ne sont plus que des prétextes. Parce qu'elle n'a plus la force de contrôler les acteurs économiques et stratégiques, majeurs que sont l'Europe et la Russie, le Japon et la Chine, l'Amérique perdra cette dernière partie pour la maîtrise du monde*".

Dans "*Après la démocratie*", publié en 2008, un an après l'élection de Nicolas Sarkozy Président de la République, il diagnostiquait une véritable crise de la démocratie. Pour la comprendre il faut identifier, au présent et dans la longue durée de l'histoire, ces facteurs lourds que sont le vide religieux, la stagnation éducative, la nouvelle stratification sociale, l'impact destructeur du libre-échange, l'appauvrissement des classes moyennes, l'égarement des classes supérieures.

Son chapitre de conclusion était intitulé "*Le protectionnisme, dernière chance de la démocratie européenne*". Il poursuivait "*Le but du protectionnisme n'est pas de repousser les importations venues des pays à l'extérieur de l'Union européenne, mais de créer les conditions d'une remontée des salaires. Il permettrait à toutes les sociétés qu'il abrite d'échapper dans la durée à la compression des salaires, à l'insuffisance de la demande et à la montée indéfinie des inégalités*".

On retrouve ici deux idées que l'actualité 2018 nous incite à examiner. D'abord le renforcement de l'Europe, facilité par le Brexit puisque le Royaume-Uni est le champion de la finance et du libre-échange et, d'autre part, la remontée des salaires.

**Les Ennemis de l'emploi. Le chômage fatalité ou nécessité ?** En effet, dans ce livre *Pierre Cahuc et André Zylberberg* montrent si chaque jour se créent et se détruisent 10 000 emplois, plus l'on protège l'emploi existant, plus on empêche les entreprises d'embaucher. D'autre part, le cumul des aides sociales fait que les intéressés au chômage sont trop proches du salaire minimum et n'ont, de ce fait, que peu d'intérêt à chercher un emploi.

Les deux auteurs après avoir montré l'inanité de la plupart des mesures de lutte contre le chômage, recommandent de les soumettre à des processus d'évaluation sérieux et continus. Certes, concluent les auteurs, "*ces résultats ne feraient pas forcément plaisir, mais ils sont incontournables. On comprend que les hommes politiques au pouvoir, ou aspirant à y accéder, répugnent à affronter le réel. Les échéances électorales répétées encouragent à*

*privilégier le court terme et incitent à ménager les groupes d'intérêts. On attend l'inversion des courbes et le retour de la croissance, comme les anciens attendaient le retour de la pluie. On invoque de façon incantatoire d'autres dieux consensuels (grands projets européens, formation tout au long de la vie...), mais en réalité on se dit qu'il finira bien par pleuvoir, en espérant que les gouttes bénies arriveront avant les prochaines échéances électorales."*

**Pour une Europe 4.0** - Alain Lamassoure ancien ministre des Affaires européennes et membre du Parlement européen, publie en 2016 un article dans lequel il affirme que le Brexit doit être considéré comme un électrochoc. Il recommande de briser l'indifférence des médias pour montrer aux Européens tout ce qu'ils doivent à l'Europe, avec, en tête un dessein final. *L'Europe du XXIème siècle. Elle se déclinera en trois cercles avec au centre une communauté de pays qui ont décidé de traiter ensemble les grands défis du siècle. Il conclut ainsi "L'Europe, c'est nous ! Ce n'est pas "eux" les méchants technocrates de Bruxelles. Si nous étouffons de bureaucratie, c'est du fait des 5 millions de fonctionnaires français qui règlementent tout et contrôlent tout et non des 50 000 fonctionnaires européens qui proposent sans pouvoir décider. Cette Europe nous ne la bâtirons pas seuls... Le plus navrant du débat français, c'est le nombrilisme hexagonal. L'Europe sera européenne, ou ne sera pas !"*

**L'Étrange Défaite.** Le témoignage de Marc Bloch, rédigé à chaud après la débâcle de l'armée française en mai/juin 1940, a été construit par l'historien en trois chapitres. D'abord : *"Présentation du témoin"*, lui qui avait déjà participé à la première guerre mondiale et vécu l'entre-deux guerres, avant de reprendre du service comme capitaine en 1939. Deuxième chapitre : *"La déposition d'un vaincu"*. Il en résume le contenu en affirmant que *"la cause directe avait été l'incapacité d'un commandement porteur de l'expérience de la première guerre mondiale, mais, trop vite résigné à la capitulation"*. Troisième chapitre *"Examen de conscience d'un Français"*. Il écrit *"Les États-majors ont travaillé avec les instruments que le pays leur avait fournis... Mais nous sommes beaucoup à avoir mesuré l'abîme où la diplomatie de Versailles menaçait de nous précipiter... Dans une France appauvrie, relativement dépeuplée, dotée d'un potentiel industriel médiocre, si nous n'avions pas deviné le nazisme, nous prévoyions bien que le sursaut allemand viendrait un jour. Et pourtant paresseusement, lâchement, nous avons laissé faire. Nous n'avons pas osé être, sur la place publique, la voix qui crie. Avons-nous toujours été de bons citoyens ?"*

Même question pertinente à poser à nos concitoyens, à propos de l'étrange défaite d'aujourd'hui, la France qui s'enfonce, depuis quarante ans, dans le déni des réalités économiques et sociales.

**Quelle défense face aux nouvelles menaces ?** Nicolas Baverez, essayiste, éditorialiste, écrivain, auteur d'une biographie de Raymond Aron, dans le numéro du quarantième anniversaire de la revue Commentaire, montre que l'effondrement des idéologies n'a pas débouché sur un ordre stable et pacifique, mais sur le réveil violent des sentiments identitaires. C'est la *"Revanche des passions"* titre du dernier livre du géo politologue et philosophe d'origine roumaine, Pierre Hassner.

Nicolas Baverez nous confirme que la guerre fait un retour en force avec ses surprises stratégiques, les affrontements qui gagnent l'Espace et que la cyber guerre est la guerre asymétrique par excellence.

Il confirme que l'élection de Donald Trump signifie la fin du "*leadership*" américain et qu'il laisse le champ libre à la Chine. Tandis que la France, affaiblie par la menace djihadiste et par son déclin économique et social, se doit de moderniser ses moyens militaires, si possible dans le cadre d'une mutualisation européenne, puisque l'Union européenne doit face aux menaces d'aujourd'hui.

Poutine à l'est, Trump à l'ouest, l'Italie au sud et, de plus, des migrants et des réfugiés à ses frontières telle est la situation. En conclusion, "*il faut un réarmement militaire, mais aussi économique, politique, intellectuel et moral*".

**Le Temps et le Manifeste de l'altruisme.** Philippe Kourilsky, biologiste et immunologiste, professeur honoraire au Collège de France, membre de l'Académie des sciences, entend traiter avec ce projet altruiste, les graves problèmes moraux qui se posent dans notre monde globalisé.

Il conclut ainsi son "*Manifeste pour l'altruisme. Le contrôle de l'utilisation du savoir nécessite une vigilance constante et des processus politiques appropriés, au premier chef, démocratiques. Une autre raison est d'ordre démographique. L'arrêt prévu vers 2050 de la croissance de la population mondiale constitue un élément de réflexion majeur. D'une part, il va falloir accueillir sur la planète deux milliards et demi d'hommes en plus, soit quasiment deux fois plus d'humains qu'il y en avait sur Terre en 1900. L'effort requis sera colossal.*

*De l'autre, la demande sur les biens essentiels, nourriture, énergie, ressources naturelles, finira par graduellement diminuer. Cette perspective démographique fournit le cadre du projet du libéralisme altruiste. Il s'agit en un demi-siècle de corriger les graves problèmes de pauvreté, de changement climatique, de pollution excessive, de limitation en ressources naturelles, etc., qui se posent dès à présent.*

*Voilà pourquoi il faudra mobiliser plus que jamais le savoir au service du bien public. Voilà pourquoi le libéralisme altruiste a vocation à dépasser le libéralisme tel que nous le connaissons aujourd'hui".*

Philippe Kourilsky est président-fondateur de l'Association Résolis<sup>5</sup>.

*Cette association s'est donnée comme mission "La recherche, l'évaluation et la valorisation des pratiques de terrain. Les actions de terrain à visée sociale sont généreuses, beaucoup sont innovantes, mais les savoirs et les bonnes pratiques ne sont pas suffisamment partagés et structurés. Cela nuit considérablement à leur efficacité et à leur visibilité. Avec Résolis, nous voulons instituer une "science" de l'action de terrain, en appliquant la règle d'or scientifique qui consiste à capitaliser les savoirs par la publication validée des résultats. La reconnaissance des acteurs et l'impact de leurs initiatives s'en trouveront grandement renforcés".*

---

<sup>5</sup> Association Résolis. 4 rue de la Sorbonne 75005 Paris. 01 56 81 64 48. [www.resolis.org](http://www.resolis.org) - [editorial@resolis.org](mailto:editorial@resolis.org) et [observatoire@resolis.org](mailto:observatoire@resolis.org)